

en bref



L'ESG et ses critiques

5 critiques sous la loupe

**Elles proviennent des groupes
environnementaux, des
milieux d'affaires ou
du monde académique.**

Tour d'horizon.



Cette infographie est basée sur le travail de recherche de Julien Beaulieu, restitué dans notre énoncé de position. Pour le lire, rendez-vous sur notre site institutpenner.ca



**Institut
Michael D. Penner
sur les enjeux ESG**

Polytechnique Montréal
Université de Montréal

Écoblanchiment

= Risque que des entreprises présentent de manière fausse ou trompeuse leur bilan ESG, créant un décalage entre impacts réels et communication.

- Plusieurs organisations s'engagent à atteindre la **carboneutralité d'ici 2050** sans plan d'action ou de transformation concret, misant parfois sur des technologies émergentes ou un soutien gouvernemental incertain.
- Ce **découplage entre les discours et les pratiques réelles** nuit à la crédibilité de l'ensemble du mouvement ESG.



Une approche interdisciplinaire s'impose : droit, sociologie, comptabilité, génie, économie, sciences politiques et relations industrielles.

Chaque discipline apporte un éclairage distinct sur le phénomène.



Limites de l'engagement volontaire

Peut-on vraiment répondre aux enjeux environnementaux et sociaux par de seuls engagements volontaires?

- Oui, certaines initiatives peuvent **concilier rentabilité et impacts positifs**: réduction des coûts, diminution des risques.
- Mais certains changements majeurs ne deviennent viables qu'avec un **accompagnement réglementaire et fiscal** (ex. décarbonation industrielle profonde, équité systémique).
- **Risque d'effet « placebo »** : les initiatives volontaires peuvent freiner l'adoption de mesures contraignantes et structurelles.



En se fixant des objectifs volontaires, l'entreprise vient-elle combler un vide laissé par la diminution de l'intervention étatique depuis les années 1980 privatisations, réduction de l'État, mondialisation?



Ambiguïté entre ESG et performance financière

POUR CERTAINS

L'ESG dilue les rendements. Un gestionnaire priorisant l'environnement au détriment du rendement pourrait manquer à ses obligations fiduciaires (Damodaran, 2021).

Exemple : Un gestionnaire de fonds de pension qui priorise l'environnement au détriment du rendement pourrait manquer à son devoir fiduciaire.

POUR D'AUTRES

Ignorer des risques ESG significatifs constitue aussi un manquement fiduciaire.

Des risques non gérés ont une valeur financière (Hansell, 2020).

Exemple : Ignorer des risques ESG significatifs (changements climatiques, risques sociaux) mène à des coûts sur le long terme (crises, pertes, etc).



La littérature scientifique ne tranche pas.
Les résultats varient selon les secteurs,
horizons temporels et indicateurs retenus.



Fiabilité et qualité des indicateurs

Cette critique ne remet pas en cause l'importance de considérer les facteurs ESG, mais dénonce comment on les mesure.

- Il existe un **degré important de subjectivité** dans la sélection des facteurs, des indicateurs utilisés pour les mesurer, et de leur pondération.
- Les notations ESG de différents fournisseurs **divergent considérablement**.
- Des controverses médiatiques ont éclaté lorsque des **entreprises de secteurs controversés** (ex: tabac) obtenaient des notes ESG élevées.



Un débat connexe porte sur la qualité des pratiques de divulgation volontaires, soit la véracité, la vérifiabilité et la précision des rapports ESG publiés.



Les politiques publiques ESG : coûts, risques juridiques et liberté d'expression

Critique souvent formulées par les milieux d'affaires et les organisations de l'industrie.

- Les règles de divulgation d'information ESG sont perçues comme **coûteuses à respecter**, notamment pour les petites et moyennes entreprises.
- Ces règles génèrent des **risques juridiques** : une entreprise qui publie de l'information ESG peut s'exposer à des poursuites si les données s'avèrent inexactes ou trompeuses.
- Certains y voient une **atteinte à la liberté d'expression commerciale** des entreprises.

La tension entre autoréglementation volontaire et intervention publique obligatoire demeure centrale dans les débats.

En l'absence de sanctions, les initiatives volontaires ont-elles un impact réel?